Office du Niger : Un ambitieux plan de renouveau pour bâtir un pôle agro-industriel d'ici 2063

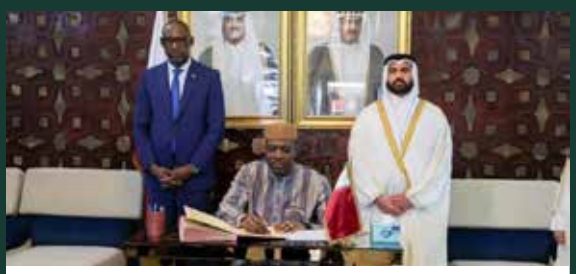
MALI
1975
L'information est l'oxygène des temps modernes JEUDI 16 Juillet 2026
Malikilé
www.malikile.com
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Procès Kassoum Goïta : Les révélations de l'ex-patron de la SE qui fragilisent le récit de la Transition



Affaires Ben le Cerveau, Daouda Konaté et Ras Bath : La justice attendue au tournant



Décès de l'Émir père du Qatar : Le Premier ministre malien signe le livre de condo-léances

Sommaire

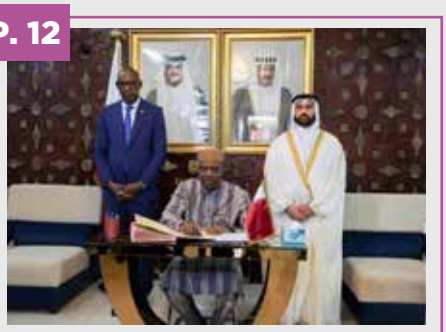
P.04



P. 21



P. 12



UNE /

Procès Kassoum Goïta : Les révélations de l'ex-patron de la SE qui fragilisent le récit de la Transition — P 04

BRÈVES /

Coopération Mali-UE : 25 millions d'euros pour renforcer la santé et la protection sociale — P 10

Bougouni : Les FAMa annoncent la destruction d'un refuge terroriste dans la forêt de Kékoro — P 10

Burkina Faso : Deux responsables de la délégation de l'Union européenne expulsés — P 11

Russie-Tchad : Un accord d'exemption de visas diplomatiques pour renforcer les relations bilatérales — P 12

Décès de l'Émir père du Qatar : Le Premier ministre malien signe le livre de condoléances — P 12

ACTUALITÉ /

Gestion de crise : EUCAP Sahel Mali accompagne un nouveau Master au Mali — P 15

Office du Niger : Un ambitieux plan de renouveau pour bâtir un pôle agro-industriel d'ici 2063 — P 17

POLITIQUE /

Sécurité alimentaire : La bataille de la santé des sols engagée au Mali — P 19

Affaires Ben le Cerveau, Daouda Konaté et Ras Bath : La justice attendue au tournant — P 21

CULTURE & SOCIETÉ /

Doctrine panafricaine de l'Assimisme : Le Comité scientifique présente sa vision au ministre Mamou Daffé — P 24

INTERNATIONAL /

Éthiopie : Le dialogue national s'ouvre pour bâtir un nouvel avenir de paix et de réconciliation — P 26

Réparations : Ousmane Sonko appelle l'Afrique à « ne plus rester silencieuse » — P 28

SPORT /

FEMAFOOT : Mahazou Baba Cissé dévoile les grandes orientations de la transformation du football malien — P 30

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège : Rue du Gouverneur Bo2 Immeuble Baye Niass – Faladié Bamako – Mali
Email : ampikle@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- Gérant : Moctar Saw
- Redacteur en Chef :
- Rédaction Générale : Moctar Saw, Karamoko B. Kelta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- Service Commercial : Youssouf Diarra
- Secrétariat : Fatou Sissoko

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026

La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

À la clôture de l'exercice 2025, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA

M. Yéhia Ag Mohamed ALI

Procès Kassoum Goïta : Les révélations de l'ex-patron de la SE qui fragilisent le récit de la Transition



À la barre, le Colonel-major accuse les cinq colonels auteurs du coup de force du 24 mai 2021 d'avoir nourri un projet de prolongation du pouvoir jusqu'à dix ans

La deuxième journée du procès de l'ancien Directeur général de la Sécurité d'État (SE), le Colonel-major Kassoum Goïta, et de ses cinq coaccusés devant la Chambre criminelle de la Cour d'appel de Bamako a livré des déclarations qui pourraient peser lourd dans la lecture de l'une des périodes les plus sensibles de la Transition malienne.

À la barre, mercredi 15 juillet 2026, l'ancien patron des renseignements a rejeté les accusations d'« association de malfaiteurs, complot contre le gouvernement, tentative d'attentat et complicité » portées contre lui. Mais son témoignage a surtout retenu l'attention par les accusations directes formulées contre les auteurs du coup de force du 24 mai 2021, qui avait conduit à l'arrestation puis à la démission du président de la Transition, Bah N'Daw.

Le Colonel-major Kassoum Goïta a affirmé devant les juges que le vice-président de la Transition et quatre autres colonels avaient un projet de prolongation du pouvoir,





évoquant des ambitions de gouvernance sur plusieurs années. « Le Vice-président et les quatre autres colonels avaient un projet de trois ans, quatre ans et même dix ans pour diriger le pays, alors que le président Bah N'Daw travaillait à organiser les élections afin de mettre fin à la Transition », a-t-il déclaré.

Une accusation lourde de conséquences, qui place au cœur des débats judiciaires la question des véritables motivations ayant conduit au renversement de Bah N'Daw quelques mois seulement après son arrivée au pouvoir.

Selon l'ancien responsable de la Sécurité d'État, la crise aurait débuté lorsque le président Bah N'Daw a entrepris un projet de réorganisation de plusieurs postes stratégiques, notamment au sein des ministères de la Défense et de la Sécurité. Il affirme que certains membres influents du Comité national pour le salut du peuple (CNSP) se seraient opposés à ces changements avant de décider d'écarter le chef de l'État de la Transition.

Kassoum Goïta a également soutenu avoir transmis à Bah N'Daw plusieurs rapports relatifs à de présumés détournements de fonds destinés à l'acquisition d'équipements militaires. Il affirme que son refus de placer les services de renseignement sous le contrôle du vice-président aurait contribué à détériorer ses relations avec certains membres du pouvoir.

L'ancien directeur de la SE a par ailleurs dénoncé des conditions d'enquête qu'il juge irrégulières, évoquant la saisie de ses outils de travail et la fabrication présumée d'éléments à charge contre lui. D'autres accusés ont également contesté les faits qui leur sont reprochés, dénonçant des violences, des pressions et des manipulations de preuves.

Au-delà du seul dossier judiciaire, ce procès prend une dimension politique majeure. Les déclarations du Colonel-major Kassoum Goïta pourraient alimenter davantage les interrogations sur la gestion de la Transition et sur les événements ayant conduit au départ de Bah N'Daw.

Pour les autorités de la Transition, cette affaire pourrait s'avérer plus embarrassante qu'avantageuse. Alors que le pouvoir cherche à défendre son bilan et sa légitimité, les révélations faites à la barre risquent de raviver les débats sur les conditions d'accession au pouvoir des militaires et sur leurs intentions initiales.

Cette séquence judiciaire intervient également dans un contexte social particulièrement délicat. Au sein de la population, les signes d'impatience se multiplient face à la hausse du coût de la vie, aux difficultés économiques quotidiennes et aux attentes encore fortes en matière d'amélioration des conditions sociales. Des voix commencent à exprimer leur frustration et à interroger l'efficacité des choix opérés depuis le début de la Transition.

Alors que les audiences vont se poursuivre avec l'interrogatoire des autres accusés et les débats entre le ministère public et la défense, ce procès apparaît désormais comme un moment crucial susceptible d'éclairer les zones d'ombre entourant la crise institutionnelle de mai 2021. Mais il pourrait aussi ouvrir une nouvelle période d'interrogations politiques pour les dirigeants actuels de la Transition.

Moctar Sow

- Port Autonome de Dakar

#EconomieBleue : Clap de fin du Forum national sur le développement durable des transports maritimes et de la logistique dans l'Économie Bleue

Le Forum national consacré au développement durable des transports maritimes et de la logistique dans l'économie bleue s'est tenu sur deux journées riches en échanges et en partage d'expériences. Cette rencontre a permis aux acteurs du secteur de conduire des réflexions approfondies sur :

• Les leviers de valorisation des ressources maritimes ;

• La gouvernance durable de l'espace océanique ;

• Les mécanismes de financement des filières ;

• La place de l'économie bleue dans la trajectoire de souveraineté économique du Sénégal.

Le Port Autonome de Dakar, poumon économique du Sénégal et porte naturelle de l'hinterland, a pris une part active aux travaux. Les discussions ont abouti à l'adoption de résolutions structurantes, appelées à orienter l'action publique et à renforcer la compétitivité du secteur maritime et logistique.

Ce forum constitue un rendez-vous stratégique pour bâtir un Sénégal hub maritime, portuaire et logistique de référence en Afrique, en cohérence avec les ambitions nationales de développement durable et de souveraineté économique.#ForumNational #ÉconomieBleue #TransportMaritime #Logistique #Sénégal #Innovation#PAD



- African Union

Le 9 juillet à 05:33 ·

H.E. Mahmoud Ali Youssouf, Chairperson of the African Union Commission, met with H.E. Prof. Miguel Bembe, Permanent Representative of the Republic of #Angola to the African Union. They exchanged views on preparations for the Extraordinary Session of the AU Assembly on Strengthening Conflict Prevention and Resolution Mechanisms in Africa, to be held in Luanda on 29–30 August 2026, as well as on other issues of continental interest.

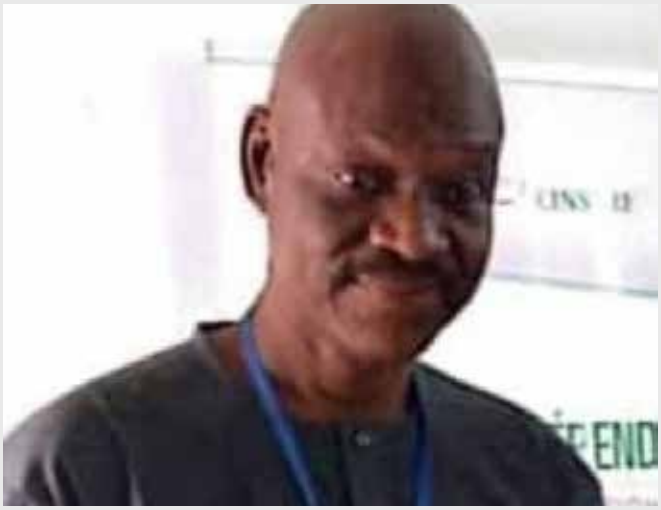
S.E. Mahmoud Ali Youssouf, Président de la Commission de l'Union africaine, a rencontré S.E. Prof. Miguel Bembe, représentant permanent de la République d'#Angola auprès de l'Union Africaine. Ils ont échangé leurs vues sur les préparatifs de la session extraordinaire de l'Assemblée de l'UA sur le renforcement des mécanismes de prévention et de résolution des conflits en Afrique, qui se tiendra à Luanda les 29 et 30 août 2026, ainsi que sur d'autres questions d'intérêt continental.



- L'ESSOR

#Mali : Disparition d'Ouka Ba : Un homme dévoué pour la culture

"L'humain", l'homme de la presse et de la culture, écrivain et grand serviteur de l'État ! Ces qualificatifs suffisent, même s'ils peuvent paraître restrictifs, pour décrire notre collègue Ouka Ba, un grand passionné de l'écriture et de la culture. Son décès survenu vendredi dernier à Bamako constitue une grande perte pour le monde de la presse et de la culture.



- Baidy Drame

Le 13 juillet à 10:06 ·

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le CSDM et le CNPM unissent leurs efforts pour la création du Fonds d'Investissement de la Diaspora Malienne

Le Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne (CSDM) informe l'opinion nationale et internationale qu'une importante délégation conduite par son Président, M. Baidy Dramé, a été reçue en audience par le Président du Conseil National du Patronat du Mali (CNPM), M. Mossadeck Bally, accompagné de son équipe, au siège du CNPM à Hamdallaye ACI 2000.

Cette rencontre de haut niveau était consacrée à la mise en place du Fonds d'Investissement de la Diaspora Malienne, un projet stratégique porté par le CSDM depuis plus de dix ans afin de mobiliser les ressources financières, les compétences et l'expertise des Maliens établis à l'extérieur au profit du développement économique et social du Mali.

Les échanges ont permis d'aboutir à une convergence de vues sur la nécessité de créer un comité technique multisectoriel chargé d'élaborer les modalités de mise en œuvre du Fonds. Ce comité regroupera notamment les structures membres du Cadre de Concertation des Maliens Établis à l'Extérieur (CCMEX), le Ministère des Maliens Établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine, le Ministère de l'Économie et des Finances, les établissements bancaires, les investisseurs maliens de la diaspora, les organisations professionnelles, ainsi

que les institutions financières nationales et internationales.

Le CSDM a exprimé le souhait que le Président du CNPM, M. Mossadeck Bally, assure la coordination de cette dynamique en fédérant l'ensemble des parties prenantes – pouvoirs publics, secteur privé, organisations de la diaspora et partenaires techniques et financiers – autour de cette initiative d'intérêt national.

Le CSDM se réjouit de la qualité des échanges et de la parfaite convergence de vues avec le CNPM. Les deux institutions partagent la conviction que ce Fonds constituera un instrument majeur pour orienter une part significative des transferts de la diaspora vers des investissements productifs, créateurs d'emplois, de valeur ajoutée et de croissance durable.

Le Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne adresse ses sincères remerciements au Président M. Mossadeck Bally et à l'ensemble des responsables du CNPM pour leur accueil chaleureux, leur disponibilité et leur engagement en faveur de cette ambition commune.

Ensemble, mobilisons les ressources de la diaspora pour bâtir un Mali plus prospère, plus compétitif et résolument tourné vers l'investissement productif.

Fait à Bamako, le 13 juillet 2026

Le Bureau Exécutif du Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne (CSDM)

Cellule communication communication

contact@csdmf.org

www.csdmf.org

Twitter: CSDM-OFFICIEL



- Akissi Delta

MA FAMILLE, cette semaine a été très éprouvante pour moi, ce samedi 11, j'ai dit à Dieu à mon petit frère.

Merci à tous ceux qui ont été présents pour moi de loin ou de près dans cette épreuve, je suis éternellement reconnaissante.



- Mali Actu

Bamako : Dix vendeurs de compléments alimentaires écroués par la justice

Une opération judiciaire a conduit au placement sous mandat de dépôt de dix individus impliqués dans la vente de compléments alimentaires à Bamako. Ce groupe, composé de cinq hommes et cinq femmes, a été appréhendé et déféré devant les autorités compétentes pour répondre de leurs activités commerciales liées à ces produits de santé. Cette décision de justice marque une étape importante dans le contrôle des substances mises en vente sur les marchés locaux, alors que les autorités renforcent la surveillance sur les circuits de distribution des produits non réglementés.



Coopération Mali-UE : 25 millions d'euros pour renforcer la santé et la protection sociale



Le nouvel ambassadeur de l'Union européenne (UE) au Mali, Alberto Cerezo, a été reçu en audience, mardi, par la ministre de la Santé et du Développement social, le Médecin Colonel-major Assa Badiallo Touré. Cette première rencontre officielle a permis aux deux parties de réaffirmer leur volonté de poursuivre leur coopération dans les domaines de la santé, de l'action humanitaire et de la protection sociale.

Au cours des échanges, le diplomate européen a renouvelé l'engagement de l'Union européenne à accompagner le Mali dans la prise en charge des populations les plus vulnérables. Dans un contexte marqué par des défis humanitaires persistants, l'UE entend maintenir son appui en faveur de l'accès aux services sociaux essentiels, du renforcement du système de santé et des initiatives de relèvement économique.

L'ambassadeur Alberto Cerezo a notamment présenté les principales interventions prévues par l'Union européenne pour l'année 2026. Celles-ci seront financées à hauteur de 25 millions d'euros, soit environ 16,4 milliards de FCFA. Ces ressources seront orientées vers le renforcement des services de santé, l'amélioration des mécanismes de protection des populations vulnérables ainsi que le soutien aux actions humanitaires déployées sur le terrain.

Cette enveloppe financière traduit la volonté de l'Union européenne de poursuivre son partenariat avec le Mali malgré les défis auxquels le pays reste confronté. Elle vise à contribuer à une meilleure résilience des communautés affectées par les crises et à améliorer l'accès des populations aux services de base.

La rencontre entre le nouvel ambassadeur de l'UE et la ministre de la Santé s'inscrit dans le cadre du dialogue régulier entre les autorités maliennes et les partenaires techniques et financiers. Elle témoigne de la poursuite des échanges autour des priorités nationales en matière de santé publique, de développement social et d'assistance humanitaire, avec pour objectif d'apporter des réponses durables aux besoins des populations les plus fragiles.

Fatou Sissoko

Bougouni : Les FAMa annoncent la destruction d'un refuge terroriste dans la forêt de Kékoro



Les Forces armées maliennes (FAMa), appuyées par leurs partenaires, ont mené une série de frappes aériennes contre un refuge présenté comme appartenant à un groupe armé terroriste dans la forêt de Kékoro, dans la région de Bougouni, selon un communiqué de l'État-Major général des Armées publié ce mercredi.

Cette opération s'inscrit dans le cadre des missions permanentes de surveillance, de contrôle et de sécurisation du territoire national. D'après la hiérarchie militaire, le site a d'abord été détecté grâce à des renseignements recueillis sur le terrain avant que plusieurs frappes aériennes de pré-

cision ne soient exécutées contre la cible identifiée.

L'armée malienne affirme qu'un bilan provisoire fait état de la neutralisation de nombreux présumés terroristes ainsi que de la destruction complète des infrastructures et des moyens logistiques du groupe visé. Les frappes auraient notamment réduit en cendres le refuge utilisé par les combattants et détruit divers équipements.

Le communiqué précise également que plusieurs individus ayant tenté de fuir après les bombardements ont été poursuivis à proximité du village de Domba, près de Morila. Une dizaine de corps auraient été formellement identifiés sur les lieux des opérations. Les FAMa indiquent par ailleurs avoir récupéré trois motos et détruit du matériel appartenant aux assaillants.

Les opérations de ratissage se poursuivent actuellement dans la zone afin de consolider le bilan, de rechercher d'éventuels éléments en fuite et de sécuriser l'ensemble du secteur concerné.

À travers cette intervention, la hiérarchie militaire réaffirme sa détermination à poursuivre les opérations de lutte contre les groupes armés terroristes sur l'ensemble du territoire national. Elle a également salué le soutien et la collaboration des populations, considérés comme essentiels dans les efforts de sécurisation et de collecte de renseignements au profit des forces engagées sur le terrain.

Fatou Sissoko

Burkina Faso : Deux responsables de la délégation de l'Union européenne expulsés



Les autorités burkinabè ont ordonné l'expulsion de deux responsables de la délégation de l'Union européenne (UE) à Ouagadougou, dans un contexte de relations diplomatiques de plus en plus tendues entre le Burkina Faso et Bruxelles. L'information a été rapportée par l'Agence d'information du Burkina (AIB).

Selon la même source, les personnes concernées sont le chef de délégation adjoint de l'Union européenne ainsi que le chef de la section politique, presse et information de la représentation européenne. Les autorités leur ont accordé un délai de 72 heures pour quitter le territoire burkinabè.

À ce stade, aucune explication officielle n'a été fournie par le gouvernement burkinabè sur les motifs précis ayant conduit à cette décision. Le silence des autorités laisse place à de nombreuses interrogations, même si cette mesure intervient dans un climat marqué par des désaccords récurrents entre Ouagadougou et les institutions européennes.

Les tensions entre les deux parties se sont notamment accentuées à la fin du mois de juin, lorsque les autorités burkinabè avaient convoqué le chef de la délégation de l'Union européenne. Cette convocation faisait suite à l'adoption par le Parlement européen d'une résolution critiquant la situation au Burkina Faso. Le gouvernement burkinabè avait alors dénoncé un texte jugé « hostile » et qualifié cette initiative d'« ingérence dans les affaires intérieures » du pays, selon l'AIB.

L'expulsion de ces deux diplomates apparaît ainsi comme un nouvel épisode dans la dégradation des relations entre Ouagadougou et Bruxelles. Elle illustre la volonté affichée des autorités de transition de défendre leur souveraineté face aux prises de position qu'elles estiment contraires à leurs intérêts nationaux.

Au moment de la publication de cette information, l'Union européenne n'avait pas encore réagi officiellement à cette décision. Il reste à voir quelles seront les conséquences diplomatiques de cette mesure sur

les relations entre le Burkina Faso et l'Union européenne, déjà mises à rude épreuve ces derniers mois.

Arouna Sidibé

Russie-Tchad : Un accord d'exemption de visas diplomatiques pour renforcer les relations bilatérales



La Russie et le Tchad ont franchi une nouvelle étape dans le renforcement de leurs relations diplomatiques avec la signature d'un accord d'exemption réciproque de visas pour les détenteurs de passeports diplomatiques et de service. Conclu mardi à Moscou, cet accord permettra aux bénéficiaires des deux pays d'effectuer des séjours pouvant aller jusqu'à 90 jours sans visa.

L'annonce a été faite par le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, à l'ouverture de ses entretiens avec son homologue tchadien, Abdoulaye Sabre Fadoul, en visite officielle dans la capitale russe.

Selon Sergueï Lavrov, cet accord représente une « étape pratique importante » pour faciliter les déplacements des responsables officiels et renforcer les échanges réguliers entre Moscou et N'Djamena. Le chef de la diplomatie russe a toutefois souligné que les relations économiques et commerciales entre les deux pays restent encore limitées. Il a estimé que cette coopération devra être intensifiée afin de donner une nouvelle dimension au partenariat bilatéral.

Pour sa part, le ministre tchadien des Affaires étrangères a transmis les salutations du président Mahamat Idriss Déby Itno à son homologue russe Vladimir Poutine. Abdoulaye Sabre Fadoul a réaffirmé la volonté du Tchad de consolider sa coopération avec la Russie, mettant en avant les liens historiques entre les deux États ainsi que l'intérêt de N'Djamena pour un partenariat plus diversifié.

La signature de cet accord intervient dans un contexte où plusieurs pays africains cherchent à élargir leurs partenariats internationaux au-delà de leurs alliances traditionnelles. La Russie, de son côté, poursuit ses efforts pour renforcer sa présence diplomatique, économique et stratégique sur le continent africain.

Si l'exemption de visas concerne exclusivement les détenteurs de passeports diplomatiques et de service, cet accord est perçu comme un signal politique fort en faveur d'un approfondissement des relations entre Moscou et N'Djamena, avec la perspective d'une coopération plus soutenue dans plusieurs domaines d'intérêt commun.

Arouna Sidibé

Décès de l'Émir père du Qatar : Le Premier ministre malien signe le livre de condoléances

Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, le Général de Division Abdoulaye Maïga, s'est rendu, mardi 14 juillet 2026, à l'ambassade de l'État du Qatar au Mali pour signer le livre de condoléances ouvert à la suite du décès de Son Altesse Cheikh Hamad Bin Khalifa Al-Thani, Émir père de l'État du Qatar, rappelé à Dieu à l'âge de 74 ans.

À travers ce geste, le Chef du Gouvernement a présenté, au nom du Président de la Transition, Chef de l'État, du Gouvernement et du peuple malien, les condoléances les plus attristées de la Nation au peuple et aux autorités qatariennes.

Dans son message, le Premier ministre a rendu un vibrant hommage à la mémoire du défunt souverain, saluant le parcours d'un dirigeant qui a profondément marqué l'histoire contemporaine du Qatar et du monde musulman. Selon Abdoulaye Maïga, Cheikh Hamad Bin Khalifa Al-Thani restera dans les mémoires comme un visionnaire ayant su transformer son pays grâce à une politique ambitieuse de modernisation et de développement.

« Le Mali salue la mémoire d'un homme d'État d'exception dont le leadership éclairé a profondément marqué l'histoire de la Oumma islamique », a notamment déclaré le Premier ministre, soulignant l'influence du défunt Émir bien au-delà des frontières de son pays.

La cérémonie de signature du livre de condoléances s'est déroulée en présence de l'ambassadeur de l'État du Qatar au Mali, Son Excellence Ahmad Turki A. A. Alsoban, ainsi que du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop.

Cette démarche traduit les relations d'amitié et de coopération qui unissent le Mali et le Qatar. En s'associant au deuil du peuple qatari, les autorités maliennes ont réaffirmé leur solidarité envers un pays partenaire et rendu hommage à une personnalité qui a joué un rôle majeur dans le rayonnement du Qatar sur la scène internationale et dans le développement du monde arabe et musulman.

Mohamed N'Diaye



Maison de la Presse

MP

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

Gestion de crise : EUCAP Sahel Mali accompagne un nouveau Master au Mali



EUCAP Sahel Mali poursuit son accompagnement au renforcement des capacités des institutions maliennes à travers son appui à la création d'un futur Master en Gestion de crise et Gouvernance sécuritaire. Dans cette dynamique, la mission européenne a organisé un quatrième atelier de travail réunissant des experts des questions de sécurité ainsi que des enseignants-chercheurs maliens afin de faire progresser l'élaboration de ce programme universitaire.

Cette nouvelle rencontre s'inscrit dans la continuité des travaux engagés depuis plusieurs mois pour concevoir une formation répondant aux réalités sécuritaires auxquelles le Mali est confronté. L'objectif est de mettre en place un cursus de haut niveau destiné à former des cadres capables d'anticiper, de prévenir et de gérer les crises, tout en contribuant à l'amélioration de la gouvernance du secteur de la sécurité.

Au cours de l'atelier, les participants ont poursuivi les travaux de conception, de révision et de consolidation du contenu pédagogique du futur Master. Les échanges ont porté sur la définition des unités d'enseignement, les compétences attendues des futurs diplômés ainsi que les approches pédagogiques les mieux adaptées aux enjeux contemporains.

Les experts présents ont partagé leurs expériences et leurs analyses sur les nouveaux défis auxquels



sont confrontées les institutions de sécurité. Terrorisme, criminalité transnationale, conflits communautaires, gestion des catastrophes naturelles, protection des populations civiles ou encore coordination entre les différents acteurs de la sécurité figurent parmi les problématiques qui devraient être intégrées au programme de formation.

Cette initiative traduit une volonté commune de moderniser l'offre de formation supérieure dans le domaine de la sécurité au Mali. Elle vise également à rapprocher davantage le monde universitaire des réalités opérationnelles afin que les futurs responsables disposent des connaissances théoriques et des outils pratiques nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

Le futur Master devrait permettre de renforcer les capacités des cadres des forces de défense et de sécurité, mais également de former des responsables issus des administrations publiques, des collectivités territoriales et d'autres institutions intervenant dans la gestion des crises. Une approche multidisciplinaire est privilégiée afin de favoriser une meilleure compréhension des enjeux sécuritaires et de promouvoir une gouvernance plus efficace.

Au-delà de la formation académique, cette démarche ambitionne également de développer une expertise nationale durable dans le domaine de la gestion de crise. En encourageant la recherche, la production de connaissances et le dialogue entre universitaires et praticiens, le projet entend contribuer à l'émergence de solutions adaptées au contexte malien.

À travers ce quatrième atelier, EUCAP Sahel Mali confirme ainsi son engagement à accompagner le développement des compétences locales et à soutenir les efforts de professionnalisation des acteurs de la sécurité. La mise en place de ce Master constitue une étape importante dans la modernisation du système de formation et dans la préparation d'une nouvelle génération de spécialistes capables de répondre aux défis complexes auxquels le Mali est confronté en matière de gouvernance sécuritaire et de gestion des crises.

Karamoko B Keita

Office du Niger : Un ambitieux plan de renouveau pour bâtir un pôle agro-industriel d'ici 2063



L'Office du Niger a franchi une nouvelle étape dans sa stratégie de transformation en présentant, mardi, son Plan d'actions pour le renouveau (PAR-ON) au cours d'une visioconférence réunissant plusieurs partenaires techniques et financiers, notamment la FAO, la Banque mondiale, l'Allemagne, la Principauté de Monaco et l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA). Cette nouvelle feuille de route a été saluée par les partenaires, qui y voient un cadre structurant pour moderniser l'un des plus importants bassins agricoles du Mali.

À travers le PAR-ON, l'Office du Niger affiche une ambition de long terme : faire de cette vaste zone irriguée un pôle d'excellence en agriculture irriguée durable, compétitive et inclusive à l'horizon 2063. Cette vision s'inscrit dans les objectifs nationaux de renforcement de la souveraineté alimentaire, de création d'emplois et de réduction durable de la pauvreté.

Le plan repose sur six axes stratégiques qui doivent guider les réformes à venir. Il s'agit de l'amélioration de la gouvernance, de la modernisation des infrastructures hydrauliques, de l'extension et de l'aménagement des périmètres irrigués, de l'intensification de la production agricole, du développement agro-industriel ainsi que du renforcement de la gestion environnementale et sociale.

Pour la période 2026-2027, cinq chantiers prioritaires ont été identifiés. Le premier concerne la titrisation de la redevance eau, une réforme destinée à renforcer les capacités financières de l'Office du Niger afin d'assurer un meilleur entretien des infrastructures hydrauliques.

Le deuxième chantier prévoit la mise en place d'un dispositif d'encadrement technique de proximité,



doté d'un budget de 1,2 milliard de FCFA, afin d'améliorer les performances des exploitants agricoles.

Le PAR-ON intègre également une initiative innovante baptisée « Riziculture décarbonée », qui vise à promouvoir une agriculture plus respectueuse de l'environnement grâce à la création d'une cellule carbone. Ce projet nécessitera un financement de 301 millions de FCFA sur deux ans.

Autre priorité, le programme « Shifin Djigui », destiné à favoriser l'insertion professionnelle des jeunes. Il prévoit l'accompagnement de 300 jeunes producteurs, dont 150 seront installés sur 200 hectares aménagés, pour un investissement estimé à 1,6 milliard de FCFA.

Enfin, le Programme de Pôle de Développement Agro-industriel de l'Office du Niger (PDAI-ON) constitue l'un des piliers majeurs de cette stratégie. Il prévoit la création de quatre parcs agro-industriels, de douze centres d'agrégationet d'une trentaine de centres de conditionnement, avec pour objectif de porter le taux d'industrialisation de la production à plus de 85 %.

Au-delà de la modernisation agricole, ce plan entend répondre à plusieurs défis majeurs auxquels le Mali est confronté, notamment le chômage des jeunes, les migrations, les effets du changement climatique et les conséquences de l'insécurité sur le développement rural.

À l'issue de la présentation, les partenaires techniques et financiers ont exprimé leur intérêt pour cette vision stratégique. Leur adhésion ouvre des perspectives encourageantes pour la mobilisation des financements indispensables à la mise en œuvre du PAR-ON, appelé à jouer un rôle central dans la transformation durable de l'agriculture malienne.

Yacouba Ongoiba

Sécurité alimentaire : La bataille de la santé des sols engagée au Mali



La Représentation de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) au Mali a reçu une délégation du programme Soil Values dans le cadre d'une rencontre consacrée au renforcement de la coopération en faveur de la santé des sols et de la transformation durable des systèmes agricoles maliens. Cette réunion s'inscrit dans la dynamique des efforts engagés pour améliorer la fertilité des terres, accroître la productivité agricole et renforcer la sécurité alimentaire dans le pays.

Les échanges ont permis d'examiner plusieurs axes de collaboration visant à accompagner les politiques nationales en matière de gestion durable des ressources naturelles. Au cœur des discussions figurait l'appui à la mise en œuvre du Plan national de santé des sols, considéré comme un levier essentiel pour faire face à la dégradation progressive des terres agricoles, un phénomène qui affecte les rendements et fragilise les moyens de subsistance de nombreuses exploitations.

Les participants ont également abordé la question du renforcement des systèmes d'information sur les engrais. L'objectif est d'améliorer la disponibilité des données sur les intrants agricoles afin de favoriser une utilisation plus efficace et plus rationnelle des fertilisants, tout en limitant les impacts négatifs sur les sols et l'environnement.

La rencontre a aussi mis l'accent sur la promotion de solutions innovantes destinées à améliorer durablement la productivité agricole. Les échanges ont porté sur l'adoption de pratiques agricoles adaptées aux réalités locales, capables d'accroître les rendements tout en préservant les ressources naturelles et en renforçant la résilience



des exploitations face aux effets du changement climatique.

Les deux parties ont insisté sur la nécessité de renforcer la coopération entre l'ensemble des acteurs intervenant dans le secteur agricole. Cette approche inclusive associe les institutions publiques, les partenaires techniques et financiers, le secteur privé ainsi que les organisations de producteurs. Pour les participants, seule une mobilisation collective permettra de relever les défis liés à la dégradation des sols et de soutenir une agriculture plus productive et plus durable.

À travers cette collaboration avec le programme Soil Values, la FAO réaffirme son engagement à accompagner le Mali dans la restauration de la fertilité des terres agricoles. L'organisation entend poursuivre son appui technique aux initiatives visant à promouvoir une gestion durable des sols, élément indispensable pour garantir une production agricole stable et résiliente.

Dans un contexte marqué par la pression démographique, les effets du changement climatique et les besoins croissants en production alimentaire, la santé des sols apparaît comme un enjeu stratégique pour l'avenir de l'agriculture malienne. En misant sur l'innovation, le partage des connaissances et la coopération entre les différents acteurs, ce partenariat ambitionne de contribuer à l'amélioration des rendements agricoles, à la préservation des ressources naturelles et au renforcement durable de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations.

Cette rencontre témoigne ainsi de la volonté commune de la FAO et de ses partenaires d'accompagner la transition vers des systèmes agricoles plus performants, plus résilients et davantage respectueux de l'environnement, au bénéfice des producteurs et de l'ensemble des communautés rurales du Mali.

Yacouba Ongoiba

Affaires Ben le Cerveau, Daouda Konaté et Ras Bath : La justice attendue au tournant



La Chambre criminelle de la Cour d'appel de Bamako s'apprête à examiner plusieurs dossiers qui suscitent une forte attention de l'opinion publique malienne. Entre fin juillet et début août 2026, plusieurs personnalités connues du paysage politique, militaire et médiatique comparaîtront devant la justice dans des affaires qui dépassent largement le seul cadre judiciaire, en raison de leurs liens avec les institutions et des enjeux politiques qui les entourent.

Le premier rendez-vous est fixé au 27 juillet 2026 avec le procès d'Adama Diarra, dit « Ben le Cerveau ». Figure connue pour ses prises de position publiques, il sera suivi quelques jours plus tard par l'affaire concernant le Commandant Daouda Konaté, dont l'au-



dience est programmée le 3 août 2026. Enfin, le 10 août 2026, ce sera au tour de Ras Bath, chroniqueur et acteur médiatique engagé, de comparaître devant la Chambre criminelle.

Ces trois dossiers occupent une place particulière dans le débat public malien, non seulement en raison de la notoriété des personnes concernées, mais également parce qu'ils sont perçus par une partie de l'opinion comme des affaires à dimension politique autant que judiciaire. Tous ces dossiers entretiennent, à des degrés différents, un rapport avec les institutions nationales et avec les débats qui traversent le Mali depuis plusieurs années.

Les personnalités concernées sont toujours détenues à ce jour, dans l'attente de l'examen de leurs dossiers par la justice. La tenue de ces procès représente donc une étape importante, car elle devrait permettre d'apporter davantage de clarté sur les faits reprochés, les responsabilités éventuelles et les éléments de preuve retenus par les autorités judiciaires.

Au-delà des débats de procédure, ces audiences sont particulièrement attendues pour permettre aux prévenus de faire entendre leurs arguments et de bénéficier pleinement de leur droit à la défense. Elles devraient également donner l'occasion à la justice de répondre aux nombreuses interrogations qui entourent ces affaires depuis leur ouverture.

Pour les observateurs, ces procès constituent un moment décisif dans la recherche de la vérité. Ils devront permettre d'établir les faits de manière contradictoire et indépendante, loin des interprétations politiques ou des spéculations qui ont accompagné ces dossiers depuis plusieurs mois.

À l'issue de ces audiences, les personnes concernées devraient enfin être fixées sur leur sort. La justice aura ainsi la responsabilité de trancher en toute impartialité, soit en confirmant les charges retenues contre elles, soit en prononçant les décisions qui s'imposent au regard des éléments examinés.

Cette séquence judiciaire intervient dans un contexte où la question de l'État de droit, de la séparation des pouvoirs et du rôle des institutions demeure au cœur des débats au Mali. Les regards seront donc particulièrement tournés vers la Cour d'appel de Bamako, dont les décisions seront scrutées tant au niveau national qu'auprès des partenaires et observateurs internationaux.

Moctar Sow

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

Doctrine panafricaine de l'Assimisme : Le Comité scientifique présente sa vision au ministre Mamou Daffé



Le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Mamou Daffé, a reçu en audience, mardi 14 juillet 2026, une délégation du Comité scientifique de la doctrine panafricaine de l'Assimisme, conduite par Mohamed Ousmane Ag Mohamedoune, membre du Conseil national de Transition (CNT) et présenté comme l'architecte de cette doctrine.

Cette rencontre avait pour objectif de présenter au ministre les grandes orientations de l'Assimisme, une doctrine qui, selon ses promoteurs, s'inscrit dans le cadre du processus de refondation engagé au Mali. Les membres du Comité scientifique ont exposé leur vision et leurs ambitions autour de cette démarche axée sur la valorisation des références africaines, des réalités culturelles et des dynamiques sociales propres au continent.

Au cours des échanges, la délégation a également mis l'accent sur le rôle des autorités et légitimités traditionnelles dans la construction d'un Mali nouveau. Pour les promoteurs de l'Assimisme, ces acteurs constituent des piliers importants de la cohésion sociale et peuvent contribuer à la consolidation des valeurs historiques et culturelles du pays.

Le ministre Mamou Daffé a salué l'initiative portée par le Comité scientifique de la doctrine panafricaine de l'Assimisme. Il a félicité ses membres pour leur démarche et les a assurés de la disponibilité de son département à accompagner le processus d'institutionnalisation de cette vision.

Le responsable du département de la Culture a également remercié la délégation pour le cadeau offert à son ministère, témoignant de l'importance accordée à cette rencontre.

À travers cette audience, les initiateurs de l'Assimisme poursuivent leur démarche de présentation et de structuration de leur doctrine auprès des institutions nationales. Cette initiative intervient dans un contexte marqué par les débats autour de la refondation, de la souveraineté et de la valorisation des identités africaines au Mali.

Fatou Sissoko

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA

Éthiopie : Le dialogue national s'ouvre pour bâtir un nouvel avenir de paix et de réconciliation



L'Éthiopie a franchi, mercredi 15 juillet 2026, une étape majeure de son histoire politique contemporaine avec l'ouverture officielle de la très attendue Conférence nationale pour le dialogue à Addis-Abeba. Présentée comme un moment décisif pour la consolidation de la paix, la réconciliation nationale et la construction d'un État démocratique, cette rencontre vise à apporter des réponses aux profondes divisions politiques, sociales et historiques qui ont marqué le pays ces dernières années.

À la veille de l'ouverture des travaux, le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a insisté sur le caractère historique de cette initiative. Selon lui, ce processus ne constitue pas un simple forum politique, mais représente « le début d'un nouveau chapitre de l'histoire » du pays. Il a appelé les participants à privilégier la recherche de solutions pacifiques, fondées sur la maturité, la vérité, la connaissance et la volonté de construire un avenir commun.

Cette conférence est l'aboutissement d'un long processus préparatoire lancé en 2021 avec la création de la Commission nationale éthiopienne pour le dialogue (ENDC) par la Chambre des représentants des peuples. Dotée d'un mandat indépendant, cette structure avait pour mission d'organiser un dialogue inclusif en dépassant les négociations limitées aux seules élites politiques.

Durant quatre années, l'ENDC a mené une vaste campagne de consultations à travers le pays afin de recueillir les préoccupations des citoyens. Selon les données communiquées par la Commission, plus de 1 234 districts administratifs (woredas) ont été concernés par les consultations, couvrant environ 93 % du territoire administratif. Plus de 200 000 personnes issues de différentes composantes de la



société ont participé aux échanges, notamment des chefs communautaires, des responsables religieux, des organisations civiles, des partis politiques, des représentants des femmes, des universitaires et des membres de la diaspora.

Les consultations ont permis d'identifier plus de 2 000 propositions et préoccupations, qui ont ensuite été synthétisées pour servir de base aux discussions nationales.

Le processus n'a toutefois pas été exempt de difficultés. Les défis sécuritaires et les conflits persistants dans certaines régions, notamment au Tigré, ont limité les consultations directes dans plusieurs zones. Pour garantir la participation des communautés concernées, la Commission a organisé des sessions spécifiques à Addis-Abeba avec des représentants de la communauté tigréenne et des personnes déplacées.

Les travaux de la conférence s'articuleront autour de huit grands axes thématiques définis par l'ENDC. Parmi eux figurent la construction nationale, la structure de l'État et la forme de gouvernement, la situation des villes fédérales, les questions religieuses, le renforcement des institutions et de l'État de droit, les enjeux socio-économiques et agricoles, la bonne gouvernance ainsi que la résolution des conflits et la consolidation de la paix.

Ces thèmes touchent aux principales sources de tensions qui traversent l'Éthiopie depuis plusieurs décennies, notamment les questions identitaires, la gouvernance fédérale, les droits humains, la répartition des ressources et la gestion des conflits armés.

Pour les autorités éthiopiennes, l'objectif est de transformer ces discussions en un véritable pacte national capable de garantir une paix durable et une stabilité politique. Le commissaire en chef de l'ENDC, le professeur Mesfin Araya, a appelé les participants à mesurer la responsabilité historique qui leur incombe, estimant que les décisions issues de cette conférence devront préparer les bases d'une Éthiopie « pacifique, démocratique et unie ».

Alors que les délégués entament leurs travaux, les attentes restent immenses. Après des années marquées par les crises politiques et les conflits armés, le dialogue national apparaît comme une tentative majeure de tourner la page de la confrontation et de construire un nouveau contrat social entre les différentes composantes de la nation éthiopienne.

Arouna Sidibé

Réparations : Ousmane Sonko appelle l'Afrique à « ne plus rester silencieuse »



Le président de l'Assemblée nationale du Sénégal, Ousmane Sonko, a réaffirmé la volonté de plusieurs voix africaines de relancer le débat sur les réparations liées à l'esclavage et au colonialisme. Dans une interview accordée à Al Jazeera, il a déclaré que « les Africains ne resteront plus silencieux » et a soutenu la démarche du Ghana en faveur d'une reconnaissance et d'une compensation pour les préjudices historiques subis par le continent.

Selon Ousmane Sonko, la question des réparations ne relève pas d'une demande d'assistance, mais d'une revendication fondée sur un principe de justice. « Les réparations sont un droit », a-t-il affirmé, estimant que les conséquences de la traite transatlantique des esclaves et de la colonisation continuent d'avoir des impacts sur le développement des sociétés africaines.

Le responsable politique sénégalais a notamment évoqué le cas de l'Allemagne, qui a versé des réparations à Israël après l'Holocauste, pour questionner le traitement réservé aux victimes africaines de l'histoire. « Pourquoi l'Afrique devrait-elle être traitée différemment ? », s'est-il interrogé, appelant à une réflexion internationale sur l'équité dans la reconnaissance des crimes historiques.

Ousmane Sonko a insisté sur le fait que l'Afrique ne cherche plus la charité, mais réclame une reconnaissance des responsabilités et un dialogue sur les mécanismes de réparation. Pour lui, cette démarche s'inscrit dans une volonté de restaurer la dignité des peuples africains et de corriger des injustices héritées du passé.

La question des réparations liées à l'esclavage et au colonialisme fait l'objet d'un débat croissant sur le continent africain. Plusieurs États et organisations plaident pour une reconnaissance officielle des dommages causés par ces périodes historiques, tandis que les pays concernés expriment des positions diverses sur les formes que pourraient prendre d'éventuelles réparations.

À travers cette déclaration, Ousmane Sonko entend placer la mémoire historique et la justice internationale au cœur des discussions sur les relations entre l'Afrique et les anciennes puissances coloniales.

Arouna Sidibé

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

FEMAFOOT : Mahazou Baba Cissé dévoile les grandes orientations de la transformation du football malien



La Fédération malienne de football (FEMAFOOT) poursuit son chantier de réformes avec l'ambition de bâtir une institution plus moderne, professionnelle et performante. Dans son rapport du mois de juin 2026, intitulé « Restaurer la confiance, professionnaliser la gestion et bâtir les fondations des succès futurs du football malien », le président de la FEMAFOOT, Mahazou dit Baba Cissé, revient sur les principales actions engagées depuis l'installation de la nouvelle gouvernance.

Selon le président de la Fédération, le mois de juin a été consacré à la consolidation des bases d'une transformation durable du football malien. Les actions menées ont porté notamment sur la révision des textes, le renforcement de la gouvernance, la professionnalisation de l'administration fédérale et la recherche de nouveaux partenaires capables d'accompagner le développement du football national.

Mahazou Baba Cissé souligne également l'importance de la préparation des différentes sélections nationales, avec pour objectif d'offrir aux équipes du Mali un environnement favorable à la performance. La nomination d'un nouveau sélectionneur des Aigles constitue, selon lui, une nouvelle étape dans la mise en œuvre d'un projet sportif basé sur le mérite, la discipline, l'engagement et l'excellence.

Le président de la FEMAFOOT s'est aussi félicité de l'organisation réussie de la finale de la Coupe du Mali féminine, qui témoigne de la capacité de la fédération à organiser des compétitions de qualité. Cette réussite renforce la volonté de poursuivre les efforts en faveur du développement du football féminin et de l'amélioration des compétitions nationales.

Sur le plan économique, la Fédération entend renforcer son autonomie financière à travers plusieurs initiatives. Des discussions sont en cours avec des partenaires commerciaux, tandis qu'une procédure de sélection du futur équipementier officiel est engagée. La valorisation des infrastructures sportives figure également parmi les priorités.

Consciente des défis liés à la situation administrative et financière héritée, la nouvelle équipe dirigeante appelle à la patience et à la mobilisation collective. Pour Mahazou Baba Cissé, la réussite de cette transformation dépendra de l'implication de tous les acteurs du football malien, notamment les clubs, les ligues régionales, les commissions et les partenaires.

À travers cette feuille de route, la FEMAFOOT affiche sa volonté de restaurer la confiance et de construire un football malien plus professionnel, uni et capable de rivaliser durablement sur les scènes africaine et internationale.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com